

Sommet Wise 2017

L'humain au cœur de l'éducation

De la Finlande au Ghana, des pédagogies innovantes misent sur l'entraide comme levier d'acquisition des savoirs

C'était il y a cinq ans. Une éternité. L'avènement des cours en ligne (MOOC) et les progrès du big data promettaient tout à la fois de sauver les pays pauvres en donnant un accès gratuit et illimité au savoir et d'aider les pays les plus avancés à optimiser leurs systèmes d'enseignement. Ces promesses n'ont pas (encore) été tenues, et l'on pressent bien que, si elles doivent l'être, ce ne sera qu'en remettant au cœur du dispositif un acteur un peu vite oublié : l'humain.

Cet humain, c'est d'abord et toujours l'enseignant qui, dans les classes, instruit et accompagne les élèves. En les guidant dans un océan de connaissances aussi riche que piégé – Internet n'a inventé ni la propagande ni la manipulation, mais il leur confère un impact inédit dans l'histoire. En donnant du sens aux apprentissages collectifs. En tissant un lien entre ce qu'on apprend, comment on apprend et pourquoi on apprend. D'un mot en transmettant des valeurs. C'est aussi l'élève, adulte en devenir, qui, dans la vie active, devra se faire une place dans un monde où des tâches de plus en plus complexes seront prises en charge par des algorithmes.

Comment, à l'école, préparer les générations futures à faire valoir des qualités et compétences proprement humaines, que la machine ne saura pas imiter demain ? Comment faire le tri, dans les programmes scolaires, entre connaissances menacées d'obsolescence et savoirs durables ? Quelles pédagogies permettent de développer les gestes intellectuels et physiques qui resteront le propre de l'homme ?

Coopération plutôt que compétition

L'humain, c'est encore *Homo sapiens*, dont l'identité se trouve aujourd'hui interrogée dans son essence même par les progrès fulgurants des NBIC – mariage des nanotechnologies, des biotechnologies, de l'informatique et des sciences cognitives. La question de l'avenir de l'espèce est aujourd'hui posée, et le public en est de plus en plus conscient, comme en témoigne l'intérêt pour les ouvrages de Yuval Noah Harari (*Sapiens*, 2015, et *Homo deus*, 448 p., 24 €, tous deux parus en France chez Albin Michel) ou Laurent Alexandre (*La Guerre des intelligences*, JC Lattès, 250 p., 20,90 €, par ailleurs contributeur au *Monde*). Qu'aura d'humain une espèce dont certains individus auront été « augmentés » par la génétique ou l'intelligence artificielle ?

L'humain, c'est enfin l'impératif d'humanité qui invite à tout faire pour que les ressources soient plus équitablement partagées, notamment là où les communautés se déchirent, que ce soit pour des raisons économiques, politiques, géographiques, idéologiques ou religieuses – ces facteurs étant le plus souvent intriqués. Comment tenter de faire émerger une conscience humaine universelle ? Toutes ces questions seront au cœur de l'édition 2017 du World Innovation Summit for Education (Wise), qui se déroule jusqu'au 16 novembre à Doha (Qatar), dont *Le Monde* est de nouveau partenaire, et qui a choisi pour thème « Co-exist, Co-create: learning to live and work together » (« coexister, cocréer, apprendre à vivre et à travailler ensemble »).

Les pistes de réponse existent, et nous en explorons quelques-unes dans ces pages. Cer-

taines pédagogies invitent à la coopération plutôt qu'à la compétition. Les travaux de psychologues comme Richard J. Davidson sur la neuroplasticité cérébrale indiquent que l'empathie, comme les maths, peut s'apprendre. Partout dans le monde, des ONG pallient les déficiences d'Etats trop pauvres ou trop fragiles pour remplir leur mission éducative, quand

ils ne sont pas décimés par des guerres ou des épidémies qui les empêchent de recruter et de former suffisamment de professeurs. Dans les camps de réfugiés, l'école apparaît souvent comme la principale lueur d'espoir et d'humanité. Et partout naissent des alternatives éducatives soucieuses d'éthique autant que d'efficacité, comme à l'université Ashesi, créée par le récipiendaire du prix Wise 2017 pour l'éducation, le Ghanéen Patrick Awuah.

En somme, les raisons d'espérer existent. Il convient de les documenter, car elles sont éminemment fragiles. Comme le rappelait lors d'un récent débat aux Rendez-vous de l'histoire de Blois Emmanuel Saint-Fuscien, auteur de *Célestin Freinet, un pédagogue en guerres 1914-1945* (Perrin, 256 p., 20 €), l'âge d'or de l'« éducation nouvelle », qui rêvait d'une école cultivant solidarité et fraternité pour construire un monde de paix, n'aura duré que vingt ans : « *Cristallisé dans l'horreur des tranchées de la Grande Guerre, ce rêve s'est fracassé sur l'innommable des camps de la mort.* » ■

EMMANUEL DAVIDENKOFF

Ce supplément est réalisé en partenariat avec le World Innovation Summit for Education.

Et si on arrêtait la compétition ?

Les pays nordiques et anglo-saxons ont adopté une pédagogie fondée sur le travail collectif. L'idée émerge à peine en France

Signal faible d'une renaissance durable ? Baroud d'honneur ? Poitiers a accueilli début novembre une première Biennale internationale de l'éducation nouvelle. Elle a été portée par six mouvements (Ceméa, Crap-Cahiers pédagogiques, Fespi, Icem, Ficeméa et GFEN) qui défendent les pédagogies dites coopératives, celles qui avancent que les élèves apprennent mieux ensemble, en se questionnant, en réalisant des projets communs, et surtout que ces approches contribuent à forger « le futur citoyen capable de remplir ses devoirs envers ses proches et l'humanité dans son ensemble, mais aussi l'être humain conscient de sa dignité d'homme ».

De fait, les résultats de la recherche sont constants : à l'école primaire, les pédagogies coopératives se révèlent non seulement favorables aux apprentissa-

ges mais elles rejaillissent également sur la qualité de vie à l'école, le climat scolaire et l'estime de soi. En outre, atténuer la compétition entre élèves renforce la motivation et leur satisfaction scolaire. Pourtant, en France comme dans de nombreux pays, domine toujours ce que Nathalie Mons, directrice du Conseil national de l'évaluation du système scolaire, nomme la « *pédagogie du bus* » : le même contenu est proposé au même moment à tous les élèves d'une classe réputée de niveau homogène. « *La coopération entre pairs à l'école primaire n'est pas inscrite dans le paradigme scolaire français. Alors qu'elle fait partie de la culture anglo-saxonne – on la retrouve aux Etats-Unis ou dans les pays nordiques et asiatiques. La France fait figure d'exception* », tranche la sociologue.

Cette exception est à mettre sur le compte de l'opposition de l'Eglise catholi-

que au développement de l'enseignement mutuel en France, au XIX^e siècle. Cette pédagogie, dans laquelle chaque élève apprend et transmet, rompt avec le mode d'enseignement dit simultané – le maître face à ses élèves. Elle a d'abord été mise en place en Angleterre, au début du XIX^e siècle, avant de se répandre en Europe. Dans l'Hexagone, elle a été vue comme une offensive des libéraux athées et protestants et comme une tentative de laïcisation de l'enseignement. Elle tentera une modeste percée dans l'entre-deux-guerres, portée par le mouvement de l'éducation nouvelle, puis à la fin des années 1960, mais sans jamais s'imposer à l'ensemble du système. Si bien que les enseignants français

En Finlande,

La palette d'activités manuelles et intellectuelles permet à chacun d'être valorisé dans un domaine

qui adoptent, ici ou là, des pratiques pédagogiques coopératives demeurent à la fois marginaux et marginalisés.

L'organisation et les atouts de ces pratiques, parmi lesquelles le travail de groupe et le tutorat, sont au cœur d'*Enseigner sans exclure*, le dernier ouvrage de l'enseignant-chercheur Sylvain Connac (ESF éditeur, 224 p., 24 €). « *Le travail de groupe permet [aux élèves] de communiquer leurs idées personnelles, d'entendre celles des autres, de les confronter et de chercher "qui a raison", de ne pas parvenir à se mettre d'accord et, au final, de se poser tellement de questions que les explications de l'enseignant répondent à une faim avide de savoir* », explique-t-il. Les compétences ainsi développées favorisent l'acquisition de la culture écrite. Quant au tutorat, le chercheur le juge non seulement « *intéressant en termes de développement de l'authenticité* » mais aussi susceptible de « *faire progresser chaque élève dans les apprentissages, s'il est tour à tour tuteur et tutoré* », comme l'ont également montré les travaux de Claire Héber-Suffrin, docteure en sciences de l'éducation. « *La meilleure façon d'apprendre, c'est d'enseigner. Avec la pluralité des savoirs scolaires, c'est possible. Il n'y a pas d'élève nul partout* », affirme Sylvain Connac.

Cette possibilité donnée à chaque enfant de « *prendre la tête du peloton* » – pour reprendre l'expression de Célestin Freinet dans *Les Dits de Mathieu* (Delachaux et Niestlé, 1978) –, Dominique Garoche a pu l'observer en séjournant à la Lauttasaari Primary School d'Helsinki, en Finlande, dans le cadre d'un projet Erasmus +. « *La palette d'activités manuelles et intellectuelles proposées permet à chacun d'être valorisé dans un domaine. Les enfants bricolent et fabriquent énormément, ensemble, par deux ou trois, en s'entraïdant* », décrit cette professeure des écoles. Elle insiste

sur les conditions propices au développement de l'individualisation des apprentissages et de la coopération entre pairs au sein de l'école finlandaise : espaces dévolus et outils à foison pour les activités manuelles, leadership de la directrice et de son adjointe favorisant le travail en équipe, enseignants formés et suivis, et présence d'enseignants supplémentaires dans l'école. Dominique Garoche compare : « *En Finlande, la coopération existe entre adultes et entre pairs. On ne peut pas apprendre aux élèves à coopérer si on ne le fait pas nous-mêmes.* »

« Message clair »

L'ancien directeur général du Centre de mobilité et de coopération internationales du ministère finlandais de l'éducation, Pasi Sahlberg, dresse également le tableau flatteur d'une école connue pour caracoler en tête des classements internationaux. « *La culture des écoles finlandaises est coopérative. De nombreux apports de Célestin Freinet, Maria Montessori, et d'autres pédagogues, sont intégrés dans les salles de classes ordinaires. La responsabilité collective de l'enseignement et de l'apprentissage y est essentielle.* »

Toutefois, en se référant aux récents travaux de Sherry Turkle, anthropologue au MIT (Massachusetts Institute of Technology, Cambridge, Etats-Unis), l'expert en éducation s'inquiète du « *déclin notable de l'empathie chez les adolescents finlandais, grands utilisateurs de technologies numériques et en particulier des médias sociaux, qui ne sont pas toujours bons pour leur développement* ». Selon Pasi Sahlberg, « *la réduction des programmes scolaires pour se concentrer sur des choses mesurables a réduit les opportunités et la motivation à enseigner l'empathie à l'école* ». Un apprentissage qu'il juge pourtant important pour l'humanité, la cohésion sociale et l'harmonie dans nos sociétés. Ce fin connaisseur des systèmes éducatifs invite à se tourner vers le Canada, pays le plus avancé en la matière.

C'est dans la province canadienne de Québec que l'enseignante Danièle Jasmin a développé la méthode dite du « message clair ». Cette technique de communication non violente permet de faire travailler les élèves sur leurs émotions, le développement de leur empathie et leur capacité d'écoute. Le professeur des écoles

Bruce Demaugé-Bost l'utilise avec les 28 élèves de sa classe multinationale située en REP+ (Réseau d'éducation prioritaire renforcé), à l'école Federico-Garcia-Lorca de Vaulx-en-Velin, près de Lyon. « *Avant, quand un élève était gêné par son voisin, le ton pouvait vite monter. Maintenant, il informe son camarade qu'il a un "message clair" pour lui.* » S'ensuit alors un échange codifié, qui va de l'exposé de la situation à la proposition d'une solution, en passant par la verbalisation des émotions de l'émetteur du « message clair ». A l'instar de cette technique, venue d'Outre-Atlantique, les bonnes pratiques se jouent désormais des frontières, grâce à Internet et aux médias sociaux. ■

ISABELLE MARADAN

A voir

Plusieurs documentaires diffusés en 2017 témoignent du regain d'intérêt pour les pédagogies alternatives.

Une idée folle, de Judith Grumbach, visite neuf établissements publics et privés qui ont pour point commun de cultiver « *l'empathie, la créativité, la coopération, la prise d'initiative ou encore la confiance en soi et l'esprit critique* ».

Révolution école, de Joanna Grudzinska, raconte, à partir d'images d'archives pour beaucoup inédites, la grande aventure de l'éducation nouvelle dans l'entre-deux-guerres, autour des figures de Rudolf Steiner, Maria Montessori, Célestin Freinet, Alexander S. Neill, Ovide Decroly, Paul Geheeb, Janusz Korczak et Adolphe Ferrière.

A nous de jouer !, d'Antoine Fromental (actuellement en salle), passe une année avec les élèves des classes théâtre et rugby du collège Jean-Macé de Clichy (Hauts-de-Seine).

Enseigner à vivre ! Edgar Morin et l'éducation innovante, d'Abraham Segal, invite à (re)découvrir cinq établissements publics à l'unisson de la pensée du sociologue et philosophe.

« Le bien-être s'enseigne et se cultive »

ENTRETIEN | Selon Richard J. Davidson, chercheur en psychologie, le cerveau de l'enfant peut se former aux émotions

Directeur du Center for Healthy Minds de l'université de Madison (États-Unis), où il est professeur de psychologie et psychiatrie, Richard J. Davidson a réalisé d'importants travaux sur les émotions et le cerveau, qu'il perçoit comme un muscle capable de changer intentionnellement.

Sur quoi vous appuyez-vous pour affirmer que le bien-être s'apprend comme le vélo ou le piano ?

Le travail de notre laboratoire et celui d'autres scientifiques du monde entier nous aident à comprendre le fonctionnement de l'esprit et à déterminer des stratégies pour améliorer notre bien-être émotionnel et physique. La recherche sur le cerveau et l'ensemble du corps nous apporte de plus en plus de preuves permettant d'affirmer que le bien-être est une compétence. Le concept de neuroplasticité – c'est-à-dire le fait que nos expériences façonnent de nouvelles connexions dans notre cerveau – permet de regarder le cerveau comme un muscle qui peut être exercé comme n'importe quel

autre muscle de notre corps.

Nous pouvons changer intentionnellement et littéralement notre cerveau. Tout comme nous pouvons apprendre le piano ou le vélo, la pratique de la méditation offre l'opportunité de « cons-

truire » de saines habitudes de fonctionnement de notre cerveau de nature à améliorer notre bien-être.

Les neurosciences ont confirmé que la pleine conscience, la capacité de rebondir après une émotion négative, la perception des perspectives positives et le fait de prendre soin des autres favorisent le bien-être. Toutes ces qualités, ces compétences peuvent être enseignées et cultivées.

Comment les élèves peuvent-ils acquérir ces compétences ?

Nous commençons juste à comprendre comment ces compétences sont en jeu dans la salle de classe. Les premiers résultats de l'étude de notre « Programme de bonté » [*« Kindness Curriculum » est un programme basé sur la pleine conscience pour enseigner la gentillesse, l'attention et la gratitude à l'école*] suggèrent un développe-

ment des actes de gentillesse et de partage chez les enfants impliqués dans le programme.

Ceux-ci obtiennent également de meilleurs résultats scolaires que les enfants du groupe témoin. Tout comme ils apprennent une nouvelle leçon de lecture et de mathématiques, les enfants peuvent apprendre à prêter attention à leurs émotions, en particulier aux grandes émotions négatives qui affectent notre bonheur et nous en détournent au quotidien.

De quelle manière l'enseignant peut-il favoriser cet apprentissage ?

Il est déterminant que les enseignants – et les parents – soient eux-mêmes familiers de la pleine conscience ou d'une pratique contemplative pour pouvoir l'enseigner aux enfants. Ces derniers sont sensibles aux modèles de comportements qui les entourent.

Un enseignant ou un parent perturbé et contrarié aura probablement un effet différent sur l'acquisition de ces compétences par les enfants qu'un adulte ayant une pratique régulière de la pleine conscience et ne montrant pas sa détresse ou trop d'émotions négatives. Les exemples donnés par les adultes sont importants. ■

PROFOS RECUEILLIS PAR
I. MA.

Après la guerre, le chemin de l'école

Tchad, Jordanie, Irak... Dans les camps de réfugiés, des milliers d'enfants accèdent à l'enseignement

La pièce est plus que sommaire. Sans le tableau noir, on n'imaginait même pas qu'il s'agit d'une classe. Dans le camp de Djabal, dans l'est du Tchad, où 22 000 Soudanais vivent depuis quatorze ans, une ONG, le Service jésuite des réfugiés assure la scolarisation de 864 élèves entre ces quatre murs sans porte ni fenêtre. Mais ici, tous les élèves se moquent bien d'être assis à même la terre battue à 50 ou 80 par classe, tous âges et niveaux confondus. « *Apprendre est essentiel. Cela permet d'oublier les morts, la terre perdue de la famille, la maison qu'on a laissée derrière nous au Darfour. L'école nous tourne vers le futur* », analyse Khamis, 28 ans.

Le jeune réfugié a suivi sa scolarité primaire à Djabal avant de préparer son bac dans le lycée tchadien de la ville. Khamis aurait aimé aller à l'université mais, sans moyens, il s'est rabattu sur une formation d'infirmier en apprentissage et exerce dans le centre médical du camp. Qu'ils soient en pause sur leur route migratoire, depuis quelques mois ou des années, la demande d'éducation est un leitmotiv chez ceux qui ont fui les conflits, en Afrique, en Asie ou en Europe.

En Calabre, dans le sud de l'Italie, dans les hôtels qui abritent les jeunes Africains qui viennent de poser un pied sur le Vieux Continent, Alberto Polito, psychologue pour Médecins du monde, entend chaque jour cette

envie farouche d'apprendre. Plus à l'est, l'urgence de retrouver des livres est la même. Dans le camp de Moria, sur l'île de Lesbos, en Grèce, où des centaines de milliers de migrants sont passés depuis 2015 et où 5 000 sont encore bloqués, les bandes dessinées nombreuses et colorées peinent à capter le regard des jeunes exilés afghans. Ils veulent « *faire des mathématiques, apprendre la géographie de l'Europe, comprendre ce nouveau monde où ils arrivent* », expliquait récemment Céline Barré, missionnée près d'une année pour l'ONG Bibliothèque sans frontières (BSF). « *Accéder à la lecture, à l'écriture ou à l'information là où on en est le plus éloigné est fondamental pour la reconstruction des êtres, pour rétablir les liens avec le reste de l'humanité. Offrir cette possibilité, c'est aider à sauver des vies en leur redonnant un sens* », rappelle Patrick Weil, le président de BSF, qui a installé des bibliothèques ambulantes et connectées sur les grandes routes migratoires du Burundi jusqu'à la Jordanie. Baptisées « Ideas Box », elles se veulent un moyen de proposer la culture et la connaissance, même sans maître, avec seulement un médiateur.

Sur les chemins de la migration, l'école reste pourtant un luxe dont sont privés 3,7 des 6 millions de réfugiés en âge d'être scolarisés, selon les évaluations du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR). Cette agence de l'ONU a pourtant placé en tête de son agenda la priorité

éducative avec l'Unicef, l'agence des enfants, qui permet à plus de 680 000 d'entre eux d'être scolarisés dans les camps de réfugiés du Moyen-Orient (Irak, Jordanie, Liban et Tur-

quie). En partenariat avec Save the Children International et le Norwegian Refugee Council (NRC), l'Unicef soutient trois centres dans l'immense camp de Zaatar en Jordanie où 70 000 Syriens ont trouvé refuge depuis le début de la guerre. Petite victoire : 65 % des enfants du camp les fréquentent chaque jour.

Vertus intégratrices

Dans cet alignement de baraques, à la merci des vents du désert, les plus jeunes trouvent un lieu de répit où ils peuvent apprendre à lire, écrire et compter. Grâce à un centre d'éducation informelle, les plus grands, devenus étrangers au monde scolaire au fil des années de guerre, apprennent un métier. Dans une salle les filles cousent, dans un atelier voisin les garçons construisent des meubles, réparent des ordinateurs. Plus loin, une journaliste épaulé un petit groupe dans l'apprentissage de ce métier. Chaque mois, *The Road*, le journal du camp, est écrit par ces apprentis. Une façon de faire vivre le lieu, d'informer et d'éduquer en même temps.

Des vocations sont nées là, et ils sont nombreux à l'instar de Mohamad Haraki, 22 ans, un jeune Syrien à Zaatar depuis 2012, à attendre

d'exercer un jour ce métier dans une Syrie en paix. « D'un point de vue stratégique, la mise en place d'une éducation informelle doit se faire le

**« Cela permet
de regrouper
les plus jeunes
dans des endroits
sécurisés et de leur
offrir une vraie
vie d'enfant »**

CÉLINE SCHMITT
porte-parole du HCR France

plus tôt possible, insiste Céline Schmitt, porte-parole du HCR France. Cela permet de regrouper

les plus jeunes dans des endroits sécurisés, de leur offrir une vraie vie d'enfant et de mettre entre parenthèses les traumatismes passés. L'école a aussi des vertus intégratrices puisque nous essayons dans la mesure du possible d'appuyer les réseaux d'écoles qui accueillent les réfugiés, pour que les enfants se mêlent à la population locale et étudient dans la langue du pays où ils grandissent », rappelle M^{me} Schmitt.

Cela a été le cas en France, du temps du camp de Grande-Synthe, près de Dunkerque. Le maire, Damien Carême, faisait conduire chaque jour les enfants réfugiés vers les écoles républicaines de sa commune. Au Liban, les écoles nationales se sont calées sur un rythme à deux temps pour permettre cette offre. Dans ce pays qui accueille 1,2 million de Syriens sans camps, les réfugiés vont en classe l'après-midi alors que les nationaux, eux, y vont le matin. En Grèce continentale aussi, les enfants font école commune. Au départ d'une trentaine de camps, quelque 2500 réfugiés (les neuf dixièmes de ceux qui sont aujourd'hui en Grèce continentale)

rejoignent tous les après-midi une centaine d'établissements publics; nouveauté depuis cet automne, financée par l'Europe. Au Tchad, la transition aussi s'est faite. Les écoles des 19 camps du HCR ne se calent plus sur les programmes soudanais ou centrafricains, nationalité des réfugiés, mais sont passées à l'heure tchadienne. Pour le meilleur, puisque « pour la première fois cette année, les réfugiés ont obtenu un meilleur taux de réussite au bac que les autochtones », rappelle Ibrahima Diane, du HCR Tchad.

La gageure veut en effet que la majorité des réfugiés de par le monde soient dans des pays au faible niveau de vie, qui peinent déjà à offrir un cadre scolaire suffisant aux autochtones. Au Tchad, les agences de développement présentes souhaitent se servir des écoles des ONG pour faire progresser le système national en essayant les bonnes pratiques. Preuve, si l'en fallait, que les réfugiés peuvent aussi faire avancer les systèmes éducatifs des pays hôtes. ■

MARYLINE BAUMARD

Les ONG dessinent un système éducatif parallèle

Diverses organisations ont mis en place des méthodes adaptées aux enfants à la scolarité en pointillé

Et si on apprenait l'alphabet avec les mains, en modelant des A et des B dans de l'argile? Et si c'étaient les « grands » qui transmettaient ce qu'ils ont compris aux plus jeunes? Avec ces techniques, en Ethiopie, les Speed schools ont déjà permis à 100 000 enfants non scolarisés de rattraper, en un an, l'équivalent de trois années scolaires. Cela a valu à la fondation d'être finaliste des Wise Awards 2017.

Comme des centaines de projets d'associations, l'initiative sort des sentiers battus de la pédagogie et réconcilie avec l'école des garçons et filles qui semblaient perdus pour la cause. « Dans le monde, 264 millions d'enfants ne sont pas scolarisés, notamment les filles, les enfants entrés trop tôt dans le monde du travail et ceux qui sont affectés par un conflit », rappelle Morgan Strecker, spécialiste de l'éducation à l'Unicef. Rigides et manquant de moyens, les systèmes étatiques peinent à accéder à ces publics – et encore plus à adapter l'école à leurs besoins. L'Unicef soutient ainsi un projet mené par Caritas au Liban, en Palestine et bientôt au Bangladesh avec les réfugiés du Myanmar. A

travers des jeux simples, comme fabriquer une voiture avec des bouteilles vides, The Essence of Learning aide à recréer un lien avec l'enfant traumatisé, lui donne confiance en lui et le remet sur la voie de l'apprentissage.

Livret d'apprentissage modulable

C'est le même souci de l'adaptation qui guide les enseignants des *Escuelas Nuevas* (« écoles nouvelles ») de Vicky Colbert, lauréate du prix Wise 2013, cette fois dans la Colombie rurale. Nombre d'enfants y manquent des semaines de classe chaque année pour aider leur famille lors des récoltes. « Le système éducatif rigide expulse ces élèves et les fait redoubler! Nous, on pense que c'est au système de s'adapter », affirme Carlita Arboleda, d'Escuela Nueva.

Avec des livrets d'apprentissage modulables, en élaborant le savoir au lieu de le recevoir du professeur, les enfants assimilent les connaissances à leur propre rythme. La sociologue qui a créé cette méthode il y a quarante ans visait les écoles de campagne où plusieurs niveaux cohabitent dans la même classe. Mais l'absentéisme, le redoublement et le décrochage

ont tellement chuté que le gouvernement a étendu l'expérience à toute la Colombie. Plus de 15 pays, de la Zambie au Timor-Oriental, ont depuis adopté le modèle.

Innovantes dans leur pédagogie, ces structures mènent aussi un travail de fourmi sur le terrain pour changer l'état d'esprit des familles. « En Inde, pour les communautés, une fille de 10 ans est trop âgée pour aller à l'école, elle doit être mariée », rappelle Safeena Husain. Elle-même élevée dans le patriarcat et la pauvreté, elle a créé Educate Girls (« éduquer les filles »), qui, en dix ans, a remis 200 000 fillettes sur le chemin de l'école. Le secret? Une armée de 10 000 volontaires qui rencontrent les familles en faisant du porte-à-porte puis offrent des cours de rattrapage aux nouvelles élèves.

De l'Ethiopie à l'Inde, tous ces acteurs disent l'importance de travailler avec les gouvernements, notamment pour influencer peu à peu le système. « Il y a un manque de moyens des Etats mais parfois aussi de volonté, car éduquer intelligemment ces enfants pauvres n'est pas leur priorité », souligne Frédéric Boisset, président de l'association SEED, qui soutient des associations d'éducation alternative dans les pays en développement. L'une d'elles est Jiwar (« voisinage »), qui agit dans les quartiers défavorisés de Rabat ou de Salé, au Maroc. Elle s'installe dans les locaux des écoles et propose l'équivalent de classes maternelles gratuites, inexistantes dans le public. Sur les 3500 enfants passés par ces maternelles solidaires,

90 % sont toujours scolarisés. Surtout, les activités sont axées sur l'ouverture au monde et la tolérance; une façon de contrer l'influence des islamistes, très présents dans le préscolaire.

Prosélytisme

Un enjeu religieux qui peut poser question. Si des organisations comme Caritas ou la Fondation Aga Khan n'éveillent pas de suspicion, les acteurs évangéliques créent ainsi plus de remous dans les pays à majorité musulmane. « Après avoir longtemps construit des écoles, nous sommes entrés dans les contenus des enseignements », précise ainsi Joseph Nzaly, de World Vision Sénégal. Il assure que le nombre d'élèves sachant lire en fin de cycle a quadruplé, et que la composante religieuse n'a jamais posé problème. Mais l'Afrique de l'Ouest est le terrain du chercheur Louis Audet-Gosselin, du Centre d'expertise et de formation sur les intégrismes religieux et la radicalisation, et lui dit avoir vu des élèves musulmans se convertir au protestantisme évangélique. « Cela fait partie de la foi évangélique de « sauver » des gens par des conversions. Et certains Etats estiment qu'un certain niveau de prosélytisme est acceptable tant que l'ONG met en place des actions éducatives valables. »

Plus à l'est, au Kenya, le risque soulevé n'est pas celui du prosélytisme mais de la marchandisation. Les écoles privées de Bridge s'y attirent les critiques. Financées par des bailleurs aussi prestigieux que la Banque mondiale, elles sont accusées de faire payer chèrement aux familles un enseignement dont la qualité n'est pas évaluée. Preuves à l'appui, plus de 170 organisations ont lancé un appel à la vigilance en août dernier. Avec ses millions de « clients » potentiels et tous ces jeunes esprits encore malléables, l'éducation parallèle attise bien des convoitises. ■

HÉLÈNE SEINGIER

Ashesi, laboratoire du Ghana de demain

L'université propose à ses étudiants de plancher collectivement sur des projets pour résoudre les problèmes du pays

BEREKUSO (GHANA) - envoyée spéciale

Berekuso. Petite ville d'à peine deux mille habitants, située au nord d'Accra, la capitale du Ghana. Pour y arriver, mieux vaut être à bord d'un 4 × 4 ou d'un taxi au chauffeur compréhensif... « Je ne comprends pas pourquoi l'Etat ne goudronne pas cette voie, peste celui du jour en essayant d'éviter les nids-de-poule. C'est tout de même un axe stratégique maintenant qu'il y a l'université! »

Après la sortie d'Accra, le périple dure près d'une heure et demie, pour trente petits kilomètres. Et pour renouer avec une route digne de ce nom, il faut attendre d'être au pied de la plus haute colline de cette petite localité. Là où de curieux habitants ont débarqué en 2002 afin de construire une université privée et ont, tant qu'à faire, décidé, plutôt que d'attendre un improbable geste des autorités, de bitumer eux-mêmes le dernier tronçon de route qui mène jusqu'à chez « eux ». « Eux » ? Patrick Awuah, ancien manager ghanéen du géant américain Microsoft, et récipiendaire du Wise Prize for Education 2017, et son équipe venue des quatre coins du monde. Leur « chez eux » : l'université Ashesi, un îlot de 40 hectares presque caricatural de calme et de modernité.

Le « cool » est de mise

10h30. Cours de « *foundations for design and entrepreneurship* » (« fondements de la conception et de l'entrepreneuriat »). Tous les étudiants de première année, qu'importe leur majeure, sont obligés de le suivre. Ces derniers ont le choix entre six cursus, tous en quatre ans : business administration, management des systèmes d'information, sciences informatiques, ingénierie informatique, ingénierie électrique et électronique et ingénierie mécanique.

Le cours d'une trentaine d'étudiants démarre. Grande salle, chaises et tables hautes, sur lesquelles les étudiants se sont assis par groupes de six à dix. Certains viennent du Kenya, du Rwanda, du Zimbabwe ou encore d'Afrique du Sud.

20 % des étudiants d'Ashesi sont aujourd'hui originaires de l'étranger. Ici, pas de cahiers ou de stylos. Chacun apporte son ordinateur portable. Lunettes de soleil, écouteurs et smartphones dernier cri, tongs, coiffures tendance sorties tout droit des « tutos » Internet, à Ashesi le « cool » est de mise.

Hiickmat Nasarah Abdulai, jeune assistante professeure et entrepreneuse, officie le vendredi. Elle explique : « *Chaque équipe choisit en début d'année un problème existant au Ghana et a deux semestres pour trouver une solution qui pourrait contribuer à le résoudre. A la fin, tous présenteront devant l'université entière leurs projets. Seuls quinze d'entre eux seront sélectionnés et bénéficieront d'un financement de la fondation de l'université pour transformer leur projet en véritable entreprise.* » Au fond de la salle, on réfléchit au futur hôtel d'Accra, devant, au développement de panneaux solaires, dans un angle à la fabrication de gilets de sauvetage... Ils ont à peine 20 ans.

Un cocon à 9 000 dollars

« Ici, l'enseignement est une conversation, avance Elena Rosca, professeure de mathématiques qui, après avoir longtemps enseigné en Angleterre, a été recrutée par Ashesi il y a deux ans. *Il serait plus simple de leur donner un protocole et de leur demander de le suivre, mais on leur demande de proposer, de penser,*

de commenter. » Une explication digne de son patron, Patrick Awuah, 52 ans, dont la figure est à la fois omniprésente et absente de l'école. Point de portrait ni de mur à sa gloire. Son nom est même perdu dans l'interminable liste des dona-

teurs (privés ou entreprises) qui ont soutenu la construction d'Ashesi. Pourtant, sa personnalité et sa culture ghanéenne imprègnent nombre de détails. Le nom, Ashesi, qui signifie le « commencement » en langue akan. Le logo, qui renvoie à des symboles akan. L'architecture, inspirée des traditionnelles cours familiales ouest-africaines. Les citations de figures ghanéennes qui ornent les bâtiments. Le lien avec les chefs coutumiers du village, qui de son propre aveu, sont « *les premiers à [lui] avoir fait confiance* », dans un pays où le scepticisme régnait autour de son projet.

Quinze ans après : laboratoires, bibliothèque, infirmerie, un campus plein de terrasses et de baby-foots où vivent 60 % des neuf cents étudiants... Tout y est. Même la réserve pour papillons, les hérons qui posent fièrement dans les

immenses espaces verts et les conte-neurs médicalisés à utiliser en cas de pandémie. Un véritable cocon, unique dans la sous-région, pour lequel les étudiants doivent déboursier chaque année 9 000 dollars (environ 7 700 euros) de frais de scolarité (assurance et logement compris). Un peu plus de la moitié des étudiants sont toutefois boursiers, notamment grâce au soutien de la Fondation MasterCard.

Au Ghana, la bonne réputation des étudiants diplômés d'Ashesi est grandissante. 90 % d'entre eux trouvent un emploi dans les six mois suivant l'obtention de leur diplôme, selon les statistiques de l'établissement. « *Le plus grand avantage de cette école, c'est le nombre de projets de groupe que l'on y mène et l'encadrement,* explique Nii Apa Abbey, 23 ans, diplômé d'Ashesi en 2015 et directeur de la technologie dans une start-up d'e-learning. *Du coup, on est beaucoup mieux préparé à entrer sur le marché de l'emploi.* » Start-up, mais aussi multinationales, médias, enseignement... La toile Ashesi s'étend. ■

HABY NIAKATÉ



« Travailler ensemble pour changer le système »

ENTRETIEN | Patrick Awuah, le fondateur d'Ashesi, a remporté le Wise Prize for Education 2017

LA HAYE (PAYS-BAS) - envoyée spéciale

A 52 ans, Patrick Awuah, fondateur et président de l'université Ashesi, au Ghana, a l'œil rieur, le débit lent et maîtrisé du passionné. En cette fin octobre, où il rencontre *Le Monde*, Patrick Awuah est à La Haye, aux Pays-Bas, où il participe à une conférence sur l'éducation. Il sait qu'il vient de remporter le prix Wise 2017 pour l'éducation, décerné par la Qatar Foundation et doté de 500 000 dollars (environ 430 000 euros). Il avoue avoir été « très surpris » : « Les précédents vainqueurs ont travaillé des décennies entières, moi je ne suis, après tout, qu'au milieu de ma seconde carrière. » Ce diplômé du Swarthmore College (Pennsylvanie) et de l'université de Californie à Berkeley, qui a quitté à la fin des années 1990 son job en or de *program manager* chez Microsoft, devient ainsi le premier Africain et le plus jeune lauréat de ce prix créé en 2011 et qui se présente comme le « Nobel de l'éducation ».

Quelle est pour vous la particularité, l'âme d'Ashesi ?

Ashesi propose une éducation fondée sur deux piliers : l'éthique et l'empathie d'une part, l'innovation et la résolution de problèmes d'autre part. Si nous créons un système éducatif qui imprègne les étudiants d'un sens profond de l'éthique, de l'engagement, tout en leur donnant les compétences pour innover et entreprendre, alors ils changeront leurs pays, l'Afrique, et le monde. Disons que, pour utiliser le jargon informatique, nous préparons des solveurs, éthiques et proactifs, de problèmes.

En 2003, peu après l'ouverture d'Ashesi, vous expliquiez avoir pris, intimement, un engagement de quinze ans pour la façonner. Aujourd'hui, l'université de vos rêves est-elle devenue réalité ?

Le rêve est, en partie, réalisé. Notre université est aujourd'hui une réelle institution qui fait la différence, avec neuf cents étudiants scolarisés cette année. Pourtant, nous savons qu'il reste encore beaucoup à faire. Parce que Ashesi, qui veut dire « commencement » en langue akan, c'est cet esprit de start-up, qui consiste à se lancer constamment dans de nouveaux projets, à vivre de multiples commencements.

Quels sont les nouveaux projets sur lesquels vous travaillez ?

Parmi tous, il y en a un qui est essentiel : la « panafricanisation » de notre université, sur laquelle nous travaillons depuis cinq ans. Aujourd'hui, 20 % de nos étudiants sont non ghanéens, et ce nombre est amené à augmenter, grâce aux programmes d'échanges que nous développons sur l'ensemble du continent. Cette année, nous avons également invité une douzaine d'universités africaines à nous rejoindre pour créer une plate-forme collaborative, destinée à penser les futurs programmes et formations nécessaires aux succès de nos étudiants. C'est une nouvelle initiative, qui va bien au-delà de ce que je peux accomplir avec Ashesi. Il s'agit là de travailler ensemble, pour peut-être, un jour, réussir à changer le système et avoir un plus grand impact sur le continent.

Pour changer le système ne faut-il pas carrément entrer dans le système, donc en politique, pour décider des grandes orientations du pays ?

Je n'ai pas du tout envie de faire de la politique et je ne me vois pas en politicien. Je pense que j'en serais un très mauvais d'ailleurs [*rires*]...

Comment allez-vous y parvenir, alors ?

Ce que je sais, c'est qu'il y a différentes manières d'impacter une société, un pays. Et cette approche collaborative entre universités que je viens de décrire en est une. C'est une méthode que j'ai apprise lorsque j'étais chez Microsoft, où je travaillais dans une équipe qui était chargée, grosso modo, de connecter le système d'exploitation de Microsoft à celui des autres géants que sont IBM, Apple, etc. C'est un travail d'ingénieur, certes, mais qui nécessite énormément de collaboration et de communication entre ces différentes entreprises, pour que cet

immense ensemble qu'est l'Internet fonctionne. C'est ce fonctionnement que j'espère dupliquer aujourd'hui entre Ashesi et d'autres universités africaines. C'est ambitieux, mais nous avancerons par petits pas. J'espère que cela deviendra dans quelques années un réel mouvement qui participera à élever chacun de nous.

Quitter Microsoft et se lancer à 38 ans dans un tel défi... Avec le recul, vous dites-vous parfois qu'il vous a fallu une petite dose de folie à ce moment-là ?

Je regarde souvent mes photos de l'époque et à chaque fois je me dis « waouh ! J'avais l'air d'un gamin ». Je pense qu'il y avait en moi un mélange d'ambition et de grande naïveté lorsque j'ai entrepris cette aventure. Mais il y avait aussi une certaine humilité, car je savais que je ne savais pas. Je n'avais aucune expérience dans le domaine de l'éducation et encore moins dans celui de l'enseignement supérieur. J'ai donc demandé à d'autres de m'accompagner. L'une des premières décisions que j'ai prises a été de mettre en place un comité consultatif, composé de vingt-cinq professeurs et d'un architecte logiciel senior de Microsoft, afin de m'aider à concevoir le projet, les différents cursus, etc.

Vous dites que vous n'aviez aucune expérience dans l'éducation, mais vous aviez enseigné une année au Ghana...

Au Ghana, à l'époque, vous deviez faire une année de service national après le bac et une après l'obtention de votre diplôme. Aujourd'hui, seule celle après l'université est obligatoire. Pour mon premier service national, j'avais choisi d'enseigner les mathématiques dans un lycée.

C'est là que vous avez attrapé le « virus » de l'éducation ?

En y repensant, peut-être... Mais je ne sais pas vraiment, à vrai dire [*rires*]... La réelle raison qui m'a poussé vers l'éducation est mon désir de contribuer au développement du Ghana. Je suis persuadé que, en améliorant la formation de cette minorité qui a la chance d'accéder aux études supérieures au Ghana, on en changera le futur. Car, dans quinze ou vingt ans, ce sont eux qui seront aux commandes, en politique, dans les affaires, la société civile, etc. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR H. NI.

Le jury du Wise Prize 2017

Surnommé le « Nobel de l'éducation », le Wise Prize for Education est décerné par un jury composé par la cheikha qatarie Hanadi Ben Nasser Ben Khaled Al-Thani, fondatrice de la Qatar Ladies Investment

Company (Amwal), l'Indien Madhav Chavan, cofondateur de l'ONG Pratham, récipiendaire du prix en 2012, la Colombienne Vicky Colbert, fondatrice d'Escuela Nueva, lauréate 2013, l'Allemand Jörg Dräger, dirigeant de Bertelsmann Stiftung, ancien ministre et sénateur, et l'Américaine Sally Osberg, présidente de la Skoll Foundation.